

Dans l'impasse budgétaire

Michel Husson, *Rouge* n°2030, 11 septembre 2003

La décision de Raffarin de baisser l'impôt sur le revenu de 3 % est à bien des égards stupéfiante. Alors que le déficit budgétaire atteint 4 %, et expose la France aux sanctions prévues par le Pacte de stabilité européen, cette mesure ne peut que le creuser encore. Les hauts revenus qui en bénéficient au premier chef ne vont pas relancer la consommation mais acheter un peu plus de bons du Trésor émis pour couvrir le déficit. Les intérêts supplémentaires qu'il faudra verser seront payés sur les autres impôts. Bref, c'est économiquement absurde.

Politiquement, ce n'est pas mieux. Certes, Chirac tient ses promesses mais chacun peut constater qu'elles concernent une couche vraiment étroite. Le commun des mortels (y compris celles et ceux qui gagnent trop peu pour payer l'impôt sur le revenu) est appelé à travailler le lundi de Pentecôte pour compenser les cadeaux fiscaux faits aux riches. Même en année électorale, ça ne ratisse donc pas très large.

La catastrophe de la canicule a révélé le manque de moyens des services publics, à commencer par les hôpitaux. Les besoins sont tout aussi criants en matière d'éducation ou de recherche, et en même temps le déficit se creuse. Dans ce contexte, une nouvelle baisse d'impôts va exercer une énorme pression en faveur d'une baisse ultérieure des dépenses. Cette orientation va donc ouvertement à l'encontre des aspirations sociales majoritaires.

Raffarin et Chirac vont évidemment adopter une posture gaulliste : les intérêts de la France avant les engagements européens ! Ce souverainisme d'opérette est en réalité le symptôme d'une sourde crise d'orientation dans une Europe confrontée à la récession. Elle oppose les jusqu'aboutistes libéraux à la France et l'Allemagne qui envisageraient plutôt une relance concertée, tout en mettant en œuvre des « réformes » très dures et très fidèles au dogme libéral. Ces éléments de crise auront un effet boomerang sur la cohérence de l'orientation du gouvernement : plusieurs ministres, dont Francis Mer, ont vécu douloureusement ces arbitrages budgétaires qui ne tiendront d'ailleurs pas six mois.

Tout cela devrait ouvrir un boulevard à la critique de la gauche plurielle. Et il faut dire que le PS fait feu de tout bois, avec un immense culot. Strauss-Kahn dénonce un « choix socialement injuste » mais quand il était ministre, il militait pour réduire la fiscalité des stock options. Et c'est Fabius qui a fait de la baisse des impôts un axe central, qu'il défendait ainsi (*Le Monde* du 28 août 2001) : « pourquoi avoir choisi de baisser les impôts ? Ni par dogmatisme ni par préjugé. Notre plan d'allègement et de réforme des impôts s'inscrit dans une stratégie de politique économique : favoriser la croissance pour créer davantage d'emplois et en distribuer équitablement les fruits ».

La continuité est aussi assurée avec l'augmentation du budget alloué à la « prime pour l'emploi ». Bizarre ! La droite ne cherche donc pas à revenir sur cette mesure « de gauche » ? Mais seuls les naïfs n'auront pas compris la nature libérale d'un dispositif qui, au prix d'une dépense somme toute modique, entérine le droit du patronat à offrir de bas salaires.

Bien vite, cette politique va se trouver prise en tenailles : il y a, d'un côté, l'Europe néo-libérale dans laquelle s'inscrit pleinement le gouvernement, en dépit des rodomontades raffarinesques ; et, de l'autre, un mouvement social à qui il va être difficile d'imposer la terrible austérité inscrite dans la conjoncture et dans le budget.